

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 29/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RETAL FRANCE SARL

151 Route de Roanne
42370 Saint-Alban-Les-Eaux

Références : UID4243-EAR-025-328
Code AIOT : 0006113567

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement RETAL FRANCE SARL implanté 151 Route de Roanne 42370 Saint-Alban-les-Eaux. L'inspection a été annoncée le 15/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RETAL FRANCE SARL
- 151 Route de Roanne 42370 Saint-Alban-les-Eaux
- Code AIOT : 0006113567
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RETAL est spécialisée dans la production de préformes de bouteilles plastiques par extrusion.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La direction de l'établissement a été totalement remplacée, la nouvelle équipe essaie de repartir sur des bases saines, mais de nombreuses actions doivent encore être menées.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	classement ICPE/nomenclature	Décret du 03/07/2025	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	modifications	Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article 1.5.1	Demande d'action corrective	1 jour
3	caractérisation des émissions diffuses	Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article 3.2.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article 4.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
5	disconnexion	Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article 4.2.2	Demande d'action corrective	1 mois
6	plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article 4.3.2	Demande d'action corrective	6 mois
9	gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article 5.1.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	10 jours
10	registre déchets	Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article 5.1.6	Demande d'action corrective	10 jours
11	conditions de stockage	Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article 9.1.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	bruit	Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article 10.2.2	Demande d'action corrective	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	entretien déshuileur débourbeur	Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article 4.4.3	Sans objet
8	rejets eaux pluviales ou de voiries	Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article 4.4.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'activité de l'entreprise a évolué sans que la préfecture en ait été informée, il conviendra donc de régulariser la situation.

Une étude concernant les émissions diffuses imposée par l'arrêté de 2017 sous un délai de 6 mois ne semble pas avoir été menée.

Des déchets liquides sont stockés sans rétention, des matières premières sont stockées à toute proximité du bâtiment.

Des éclaircissements sont attendus concernant les études de bruit réalisées en 2021 et 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : classement ICPE/nomenclature

Référence réglementaire : Décret du 03/07/2025
Thème(s) : Situation administrative, classement ICPE
Prescription contrôlée : <u>Rubrique 2661 1 a: A</u> Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de)1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :a) Supérieure ou égale à 70 t/j (140t/j dans le dossier) <u>Rubrique 4802-2a : abrogée: DC</u> <u>Rubrique 1185-2a</u> Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication,emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (1162 kg dans dossier) <u>Rubrique 2662-3 : D</u> Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510.Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieure ou égal à 100 m ³ , mais inférieur à 1 000 m ³ (977 m ³ dans le dossier) <u>Rubrique 2663-2c : D</u> Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 (6018m ³ dans le dossier) <u>Positionnement classement 1510 suite à modification des modalités de calculs:</u>
Constats : <u>Rubrique 2661 1 a: A</u>

Malgré une modification du parc machines, (arrêt de la production de bouchons, et remplacement par une ligne supplémentaire de production de préformes de bouteilles) la capacité autorisée 140t est respectée.

Rubrique 4802-2a : abrogée: DC

remplacée par Rubrique 1185-2a

Quantité présente inchangée, il conviendra de mettre à jour le tableau de classement avec la nouvelle rubrique.

Rubrique 2662-3 : D

L'exploitant a rajouté 5 silos de stockage de matières plastiques en 2021, la capacité de stockage actuelle est la suivante:

- 10 silos de 80t chacun,
- 2 silos de 130t chacun,
- 1 silo de 110t.

Une capacité de stockage en silo de 1170t soit 1400m³

- environ 120 big bag (environ 1 m³ chacun)

La capacité de stockage de l'établissement est donc de plus de 1500 m³.

Ces quantités soumettent le site à enregistrement au vu des quantités stockées.

Rubrique 2663-2c : D

L'exploitant stocke au maximum environ 4000 palettes de produits finis, soit un volume de 4800 m³. La capacité autorisée est respectée.

Positionnement classement 1510 suite à modification des modalités de calculs:

Outre les préformes de bouteilles (classées en 2663), l'exploitant stocke également des cartons et des palettes bois, cependant ces dernières sont stockées en extérieur et n'entrent donc pas en compte dans les quantités de matières combustibles à prendre en considération pour un éventuel classement en 1510.

Les quantités de cartons présentes sont très faibles (moins de 10t).

Le stockage de matières combustibles en intérieur est donc classable sous la seule rubrique 2663.

Il n'y a pas lieu de modifier l'arrêté préfectoral de l'entreprise sur ce point.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le site est soumis à autorisation.

Suite à l'ajout en 2021 de 5 silos, le seuil de l'enregistrement des activités relevant de la rubrique 2662 a été franchi.

L'exploitant est tenu de déposer une demande d'examen au cas par cas afin d'évaluer si cette modification est susceptible ou non d'être soumise à évaluation environnementale.

Cette demande devra être accompagnée d'un dossier comportant l'ensemble des éléments nécessaires permettant d'évaluer l'impact de la modification aussi bien au niveau des impacts chroniques (eau, air, bruits..) que des risques engendrés.

Ces éléments devront être fournis sous trois mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : modifications

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article 1.5.1
Thème(s) : Situation administrative, modifications
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Les modifications apportées à l'installation par la mise en place de 5 nouveaux silos en 2021 n'ont pas été portées à la connaissance du préfet. L'inspection a rappelé ces obligations à l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant veillera dorénavant à informer la préfecture de toute modification intervenant sur son installation
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 jour

N° 3 : caractérisation des émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, air
Prescription contrôlée : L'exploitant procède sous 6 mois à une caractérisation en quantité et en qualité de ses émissions diffuses selon un protocole validé par l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la caractérisation des émissions diffuses imposée par l'article mentionné ci-avant. L'entreprise a été reprise récemment par le General Manager, et la quasi totalité de l'équipe dirigeante a été renouvelée. Le General Manager s'est engagé à fouiller dans l'ensemble des documents à sa disposition et à nous tenir informés sous un délai d'un mois, si cette étude avait effectivement été effectuée. Dans le cas contraire, Le General Manager s'est engagé à faire réaliser cette caractérisation dans un délai de trois mois.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un mois l'exploitant tiendra informée l'inspection des installations classées du résultat des recherches concernant l'étude de caractérisation des émissions diffuses.

Dans le cas où les recherches seraient infructueuses, l'exploitant transmettra sous trois mois les résultats de la caractérisation des émissions diffuses dont il aura diligenté la réalisation auprès d'un bureau d'étude.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article 4.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, eau

Prescription contrôlée :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m3/an)
Réseau public d'eau potable	Saint-Alban-les-Eaux	900

Constats :

La consommation d'eau de mi 2024 à mi 2025 s'est élevée à 1 072 m³.

La consommation d'eau de mi 2023 à mi 2024 s'est élevée à plus de 2 000 m³.

L'exploitant a détecté une fuite importante sur le système de disconnexion. La réparation a été effectuée le 5 novembre 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fera un bilan de sa consommation réelle sur la période post réparation. Dans le cas d'un dépassement prévisible du volume annuel autorisé, l'exploitant est invité à profiter du dossier de porter à connaissance pour solliciter une augmentation de ce paramètre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : disconnexion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article 4.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, eau

Prescription contrôlée :

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement

présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

Constats :

Le site dispose d'un système de disconnexion visible dans un regard sur la partie enherbée du site. Cet équipement a fait l'objet d'une réparation le 5/11/2024. L'exploitant s'est engagé à réaliser un contrôle annuel de cet équipement, contrôle qui n'avait pas été réalisé auparavant. La fuite prolongée sur cet équipement détectée récemment aurait pu être évitée par ce contrôle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera au contrôle annuel de son disconnecteur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article 4.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, eau

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Constats :

L'exploitant dispose de plans historiques, de plans des travaux réalisés mais pas de plan ou de schéma à jour de l'ensemble du site faisant apparaître les différents réseaux. L'exploitant a déclaré que le même architecte suivait l'entreprise depuis le début et qu'il devrait être facile d'obtenir un plan regroupant l'ensemble du site et faisant apparaître les différentes modifications.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra disposer d'un plan à jour sous six mois.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : entretien déshuileur débourbeur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article 4.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose d'un déshuileur débourbeur qui traite l'ensemble des eaux de voiries. Cet équipement a été vidangé en septembre 2024. les bordereaux de suivis de déchets ont été présentés, 3t ont été éliminées et envoyées chez SARPI à LA TALAUDIÈRE. Suite au changement de direction du site, aucune preuve antérieure de curage de cet équipement n'a pu être fournie. L'exploitant s'est engagé à réaliser l'opération de nettoyage une fois par an, la commande a été faite pour 2025 l'exploitant est en attente d'une date d'intervention.</p> <p>En complément de cet équipement, l'exploitant a équipé chacune des bouches d'eaux pluviales présentes sur site de filtres (14 bouches). Ces filtres sont à double vocations: retenir les granules plastiques afin de prévenir leur dispersion dans le milieu naturel et absorber les hydrocarbures. L'exploitant a mis ces filtres en place pour la première fois en septembre 2024 et les a changés en septembre 2025. Il s'est engagé à maintenir cette fréquence annuelle pour le remplacement de ces filtres.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : rejets eaux pluviales ou de voiries

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article 4.4.7
Thème(s) : Risques chroniques, eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies :</p>

Paramètre	Code Sandre	Valeur limite de rejet
pH	1302	> 5,5 et < 8,5
Température	1301	< 30°C
Matières en suspension MEST	1305	35 mg/l
DBO5	1313	100 mg/l
DCO	1314	125 mg/l
Hydrocarbures totaux HCT	7009	10 mg/l

Constats :

Un prélèvement des eaux pluviales a été réalisé le 17/10/2024.

Les résultats sont les suivants:

Paramètre	Code Sandre	Valeur limite de rejet	valeurs mesurées
pH	1302	> 5,5 et < 8,5	7,6
Température	1301	< 30°C	7,8 °C
Matières en suspension MEST	1305	35 mg/l	18 mg/l
DBO5	1313	100 mg/l	3,3 mg/l
DCO	1314	125 mg/l	29 mg/l
Hydrocarbures totaux HCT	7009	10 mg/l	0,44mg/l

Les résultats sont conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article 5.1.4

Thème(s) : Risques chroniques, déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.
Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

Constats :

L'exploitant dispose de plusieurs bennes à déchets: cartons, bois, métal. Les bigbags sont orientés vers une presse afin de réduire le volume à transporter.

Les déchets de production sont réutilisés en interne pour ce qui concerne les préformes transparentes et orientés vers un recycleur pour les préformes colorées.

Les bennes ne disposent pas de signalétique permettant de les distinguer les unes des autres. Ceci pourrait être source d'erreur de tri.

Les déchets chimiques (huiles et glycol notamment) sont stockés à l'arrière du bâtiment sans rétention.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Une signalétique adaptée devra être mise en place sous trois mois afin de distinguer les différentes bennes et leur contenu.

Les déchets liquides stockées en GRV devront être mis sur rétention sous 10 jours.

La solution choisie sera communiquée à l'inspection accompagnée de photos prouvant la bonne réalisation de l'action.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 10 jours

N° 10 : registre déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article 5.1.6

Thème(s) : Risques chroniques, déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

<p>Constats :</p> <p>En ce qui concerne les déchets dangereux, l'exploitant utilise trackdéchets qui tient lieu de registre.</p> <p>Pour les déchets non dangereux, l'exploitant n'a pas de registre à proprement parler, cependant il dispose d'un enregistrement sous Xcel de toutes les commandes passées.</p> <p>Il est capacité d'extraire de ce fichier les factures de son prestataire (BM Environnement). Ce fichier peut tenir lieu de registre, mais l'exploitant a précisé que la date d'enlèvement n'était pas mentionnée. Cette modification est minime à apporter à l'enregistrement existant. L'exploitant s'est engagé à effectuer cette modification rapidement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est invité à modifier sous 10 jours son fichier de suivi des commandes afin de faire apparaître la date d'enlèvement des déchets non dangereux par son prestataire.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 10 jours</p>

N° 11 : conditions de stockage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article 9.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conditions de stockage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 9.1.1.Aménagement et organisation du stockage hors silos</p> <p>En fonction du risque, le stockage pourra être divisé en plusieurs volumes unitaires (îlots). Dans tous les cas, le stockage est organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisée à des fins de stockage. Des passages libres, d'au moins 2 mètres de largeur, entretenus en état de propreté, sont réservés latéralement autour de chaque îlot, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie.</p> <p>Les polymères à l'état de substances ou préparations inflammables doivent être stockés sur une aire spécifique, à une distance d'au moins 5 mètres des autres produits stockés.</p> <p>De même, les produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble sont stockés sur des îlots séparés d'au moins 3 mètres.</p> <p>La hauteur des stockages ne doit pas excéder 8 mètres. D'autre part, un espace libre d'au moins 1 mètre doit être préservé entre le haut du stockage et le niveau du pied de ferme.</p> <p>Les stockages situés à l'extérieur des locaux abritant des installations relevant des rubriques 2661, 2662 ou 2663, doivent être séparés des murs extérieurs de ces locaux par un espace libre d'au moins 5 mètres.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le stockage de matières premières en extérieur est réalisé à moins de 2m des parois du bâtiment. Cette organisation des stockages n'est pas conforme à l'article contrôlé.</p> <p>Bien que le stock en bigbag ait été réduit suite à l'installation des nouveaux silos mentionnée dans le point de contrôle n°1, la non propagation d'un incendie entre les stocks extérieurs et le bâtiment n'est pas démontrée.</p>

<p>Il conviendrait de modéliser les nouvelles conditions de stockage via FLUMILOG ou de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral sur ce point.</p> <p>Pour information l'inspection a modélisé le flux d'un stockage tel que constaté le jour de l'inspection (un seul îlot de 12m*10m sur 1.2m de hauteur de plastique) les effets dominos toucheraient le bâtiment. L'inspection n'a cependant pas pris en compte la résistance au feu des parois du bâtiment.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est invité à respecter les distances d'éloignement sous 1 mois ou de fournir sous le même délai une étude de flux thermiques justifiant de la non propagation d'un incendie entre le bâtiment et les stockages extérieurs.</p> <p>L'exploitant se positionnera sur la solution choisie sous le même délai.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 12 : bruit

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article 10.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, bruit</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la signature de l'arrêté préfectoral puis tous les 3 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à des plaintes du voisinage, en septembre 2021, l'exploitant a fait réaliser une mesure de bruits.</p> <p>De cette étude il ressort une non conformité de l'installation:</p> <ul style="list-style-type: none"> • au point 5 l'émergence est très supérieure à la limite autorisée: 18dB(A) en journée (contre 5 autorisés) et 20,5dB(A) de nuit (contre 3 autorisés). • au point 3 le bruit en limite de propriété est de 62 dB(A) (contre 60 autorisés). <p>L'exploitant a réalisé des travaux afin de réduire ces nuisances: réorientation des évacuations de ventilation, remplacement des compresseurs, création d'un mur anti-bruit "maison" composé de bacs plastiques repliés disposés en L à proximité des évaporateurs des centrales froid, de façon à limiter le bruit en direction des premières maisons habitées.</p> <p>Les plaintes de voisinage ont cessé.</p> <p>En septembre 2024, l'exploitant a renouvelé les mesures de bruit.</p>

Les résultats obtenus sont pires qu'en 2021, à savoir:

- l'émergence est non conforme sur tous les points de mesures, allant jusqu'à 25 dB(A).

L'inspection s'interroge toutefois sur le point de référence choisi par le bureau d'étude. En effet au lieu de prendre comme référence le bruit de la zone lorsque l'usine est à l'arrêt, le bureau d'étude a choisi de s'éloigner pour définir le bruit de référence. La différence du niveau de bruit résiduel mesuré de plus 10dB(A) entre 2021 et 2024 interpelle dans la mesure où rien n'a changé dans l'environnement proche de l'entreprise, et pénalise énormément l'industriel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de se rapprocher de son bureau d'étude pour connaître leur analyse concernant la définition du point de référence. Dans la mesure où il est dorénavant possible de stopper la production, l'exploitant est également invité à réaliser une véritable mesure de bruit résiduel (en l'absence de fonctionnement de son activité) afin de connaître exactement l'émergence de bruit générée par son installation sous un an.

En cas de renouvellement des plaintes, ces mesures pourraient être anticipées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 12 mois